

MAI-JUIN 2021 N°315
Fusions & Acquisitions
19, parc Vatonne,
91190 Gif-sur-Yvette France
Tél. : + 33 (0)1 69 31 07 23
www.fusions-acquisitions.fr
contact@fusions-acquisitions.fr

**Directrice de la publication
et rédactrice en chef**
Marina Guérassimova
mguera@fusions-acquisitions.fr

Conseil rédactionnel*
Noël Albertus (PwC),
Olivier Barret (Sycomore CF),
Charles Beigbeder (Audacia),
Marcus Billam (Darrois Villey Maillot
Brochier), Jérôme Calvet (Nomura),
Pierre-Yves Chabert (Cleary Gottlieb),
Jean-Baptiste Charlet (Morgan Stanley),
Bernard Cheysson (Cheysson
Marchadier & Associés),
Nicolas Desombre (Citii),
Yann Dever (Ondra Partners),
Christophe Estivin (In Extenso),
Eric Félix-Faure (Oaklins),
Thomas Gaucher (Clearwater Intl),
Stéphane Grandguillaume (3i),
Stéphanie Hospital (OneRagtime),
Sophie Javary (BNP Paribas),
Fady Lahame (Macquarie Capital),
Bertrand Le Galcher Baron (Invest CF),
Claude Lebescond (CA CIB),
Fanny Letier (Geneo Capital Entrepreneur),
Alexandre Margoline (Permira),
Jérémy Marrache (Goldman Sachs),
Guillaume Mortelier (Bpifrance),
Cyrille Perard (Perella Weinberg Partners),
Hervé Pisani (Freshfields),
Nathalie Police (Bpifrance),
Aline Poncelet (HFW),
Mathieu Remy (Clifford Chance),
Gwénaél de Sagazan (Degroof Petercam),
Hubert Segain (Herbert Smith
Freehills), Richard Thil (Rothschild),
Maja Torun (JPMorgan),
David Zeitoun (Unibail)

Conseillers scientifiques
Jean-Pierre Bertrel,
David Chekroun et Gilles Pillet
Professeurs, ESCP Business School



Direction commerciale
abonnement@fusions-acquisitions.fr

Fusions & Acquisitions®
est une publication bimestrielle
des Éditions Dealflow-Data SAS
au capital de 10.000 €
820 108 793 R.C.S. Evry NAF 58.14Z
Dépôt légal : à parution
Commission paritaire : 0618 T 86113
ISSN 1158-1468
Imprimé par Oliphant
141 Rue Charles de Gaulle
91440 Bures sur Yvette
Prix : 160 € TTC

LE CONTRÔLE DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE (IEF) : LES SOLUTIONS D'AUJOURD'HUI, LES EXIGENCES DE DEMAIN !



David Chekroun



Marina Guérassimova



Gilles Pillet

Les turbulences traversées par la mondialisation ces dernières années et la crise sanitaire de la COVID-19 ont conduit les États à repenser l'équilibre entre attraction des investissements étrangers et souveraineté économique entraînant parfois des modifications brutales et structurelles dans l'accompagnement des investissements étrangers dans les secteurs sensibles.

De la Chine aux États-Unis, du Royaume-Uni à l'Allemagne, en passant par la France, les États, ont récemment reformé et renforcé leur dispositif de contrôle des investissements étrangers.

Incontestablement, ce mouvement de renforcement des dispositifs de contrôle, pour motifs de défense nationale, de souveraineté industrielle et de sécurité économique à travers le monde, à un impact très concret et très direct sur les fusions-acquisitions transnationales.

Les questions posées par ce retour de la souveraineté économique, l'invitation de l'Etat à la table des négociations, constituent par excellence le type de problématiques qui appellent une collaboration de la pratique et du monde académique.

C'est en effet un champ de réflexion encore très neuf, qu'une multitude d'acteurs structurent progressivement au gré des opérations transfrontalières réalisées.

Il est donc indispensable que la créativité de la pratique soit rendue la plus lisible possible et qu'elle puisse être partagée, grâce à un effort académique de conceptualisation.

Par ailleurs, il est fondamental d'associer le plus tôt possible les futurs acteurs à l'accompagnement de cette évolution et d'intégrer le thème dans leur formation. C'est pourquoi il nous a semblé très fructueux d'initier par ce dossier un partenariat entre F&A Magazine et ESCP BS, tout en impliquant les étudiants dans son élaboration.

Tout un écosystème se développe autour de la question du contrôle des investissements étrangers. Au croisement de la politique, de la géopolitique, de l'économie, de la finance, de la stratégie et du droit, les opérations de fusions-acquisitions transnationales sont menées avec l'aide d'acteurs très variés tels que les cabinets d'avocats, les banques d'affaires, les auditeurs, les conseils en stratégie, les lobbyistes, les spécialistes d'intelligence économique, les agences de communication, les pouvoirs publics, les différents ministères et les parlementaires etc... , sous l'œil d'un public exigeant, nourri lui-même par le travail des journalistes.

Pour rendre compte de cette richesse, il nous fallait donner la parole à tous ces acteurs et mettre leurs propos en perspective avec des présentations raisonnées de l'évolution du régime de contrôle des investissements étrangers en France, dans l'Union européenne, en Chine aux États-Unis et ailleurs.

Les concepteurs de ce numéro spécial souhaitent remercier Jean-Pierre Bertrel, professeur émérite de droit des affaires à ESCP Business School, Pascal Dupeyrat, lobbyiste spécialiste des secteurs stratégiques, cabinet Relians, Drew Shagrin, professeur affilié de droit des affaires à ESCP Business School, et Marie Michel Verron, professional support Lawyer, Herbert Smith Freehill, pour leur précieux soutien.